

INFOS LUTTES

CGT Finances Publiques



Syndicat national CGT Finances Publiques

Case 450 ou 451

263 rue de Paris 93514 Montreuil Cedex

• www.financespubliques.cgt.fr

• Courriels : cgt@dgfip.finances.gouv.fr – dgfip@cgt.fr

• Tél : 01.55.82.80.80 – Fax : 01.48.70.71.63

Montreuil, mercredi 30 avril 2014

RECENSEMENT DES ACTIONS

Depuis la journée de grève du 20 mars, les agents de la DGFIP ne désarment pas ! En témoignent les nombreuses actions recensées dans cet Infos Luittes. Les initiatives locales et l'action sur le terrain sont appelées à se poursuivre afin de préparer et appuyer la grève unitaire du 15 mai.

11 – Aude



L'intersyndicale locale appelé à une **action semi-bloquante** le 22 avril à la cité administrative de Carcassonne.

Environ 100 signatures ont été récoltées sur une **pétition** CGT contre le régime indemnitaire et une pétition commune contre les 2370 postes vacants de C.

La section CGT appelle tous les camarades et collègues à participer au **rassemblement qui aura lieu le 15 mai devant la cité administrative de Carcassonne.**

13 – Bouches-du-Rhône

Suite au groupe de travail du 10 mars au cours duquel la Direction Générale a présenté son projet de remise en cause des règles d'affectations des EDRA et EMR dans le cadre de leur fusion au sein des Echelons Départementaux de Renfort, la section CGT

des Bouches-du-Rhône a initié une **pétition** intitulée « *Echelons de renfort : Non à la remise en cause des règles d'affectation* ». Les agents **signataires s'y prononcent contre les postes à profil et l'arbitraire du directeur local pour les mutations des équipes de renfort.**

Lundi 7 avril, les agents du SIE 4/13 ont décidé collectivement d'être présents sur le site dès 8h30 mais **de ne badger qu'à partir de 9h30 dans la plage horaire fixe** et ce jusqu'à ce que la direction affecte du personnel supplémentaire dans leur service.

Lors de l'**AG de TOUS les agents du SIE 4/13 sur le parking**, il a été décidé de demander avec l'intersyndicale CGT, Solidaires, FO une audience à la direction. La direction a reçu les agents du SIE 4/13 le jour même dès 14h00.

Les agents ont décrit leurs conditions de travail catastrophiques, soulignant le manque chronique d'effectifs, l'impossibilité d'assurer leurs missions correctement et leur détresse de voir leur service s'effondrer.

Les agents du SIE 4/13 ont demandé avec force à la direction que du personnel leur soit affecté d'urgence en renfort jusqu'au mouvement de mutation de septembre.

Ils ont demandé aussi que soit créé un poste de cadre A supplémentaire, comme dans beaucoup d'autres SIE aux charges de travail équivalentes.

En réponse, la direction a fini par affecter un collègue EDRA en renfort et 2 auxiliaires.



27 – Eure

La section CGT Finances Publiques a décidé de **boycotter** le Comité technique local du 22 avril 2014 au regard des difficultés du dialogue social dans la direction locale. Un courrier a été envoyé au DDFIP pour l'informer des raisons du boycott.

31 – Haute-Garonne

Une pétition unitaire CGT, Solidaires, FO et CFDT pour l'emploi a été **signée par 900 agents**. La section départementale CGT a appelé les personnels à un **rassemblement à la Direction** le jeudi 24 avril à midi, pour remettre, ensemble, les pétitions. **150 collègues ont participé au rassemblement**. Ils ont été nombreux à prendre la parole face à la direction pour exprimer leur colère et leur ras-le-bol. La seule solution avancée par la direction à l'augmentation des charges de travail et à la réduction des effectifs a été la dématérialisation, ce qui a été contesté par les collègues.

Les sections syndicales ont invité les collègues à l'action et à la grève le 15 mai.

35 – Ille-et-Vilaine

Une prime spécifique a été obtenue par lutte des agents du Centre de Gestion et de Service des Retraites et de la Trésorerie du Contrôle Automatisé pour leur mission d'accueil téléphonique en mode « plate-forme d'appels ». Ainsi ces agents bénéficieront de l'ACF sujétions particulières à hauteur de 20 points, soit 1100 € bruts annuels.

Les agents de la trésorerie Ille-et-Vilaine Amendes ont rédigé une **motion** pour démontrer qu'ils ont des contraintes similaires et **revendiquer la même prime**. Ils ont mandaté la CGT pour la porter, ce qui a été fait au niveau local et national.

Concernant la prime d'accueil physique, des **pétitions et motions exigeant le bénéfice de cette prime** ont été massivement signées par les collègues en charge de l'accueil spécialisé

du site de Rennes, du Pôle enregistrement de Rennes et du CDIF de St-Malo.

Par ailleurs, face au montant dérisoire avancé par la Direction Générale, les agents des services concernés exigent un montant comparable à la prime dont bénéficient les agents sur plates-formes téléphoniques.

44 – Loire-Atlantique

Les sections appellent à un **pré-rassemblement devant les accueils de Nantes-Cambronnet et de l'Hôtel des Finances de Saint Nazaire le 15 mai** à partir de 08h00 avec distribution de tracts dénonçant le recul du service public dans nos accueils et distribution de déclarations papiers vierges qui ne sont plus fournies par l'administration.

Un **communiqué de presse** commun faisant le lien avec la journée fonction publique et l'austérité est prévu.

46 – Lot



La direction locale refusant toujours, même après les élections municipales, de communiquer aux organisations syndicales son plan triennal de restructuration prévu dans la démarche stratégique, les sections CGT, Solidaires et FO ont convoqué une **conférence de presse** le 22 avril afin d'informer les usagers des menaces qui pèsent sur leurs services publics.

Les secrétaires des sections ont en particulier souligné la menace qui pèse sur 7 des 20 trésoreries du département, dans le cadre de la MAP et de la chasse aux dépenses publiques.

L'information a été relayée par *La Dépêche du Midi*.



INFOS LUTTES

CGT Finances Publiques

59 – Nord



Du 24 avril au 6 mai, les sections CGT, Solidaires, FO appellent l'ensemble des agents à exprimer leur colère lors de 6 journées d'action sur toutes les RAN du département.

Pour chaque journée d'action, de 10h à 11h, l'intersyndicale organise des rassemblements sur 6 sites.

Tous les agents sont appelés :

- à participer aux HMI et aux rassemblements organisés sur tous les sites ;
- à se réunir et à alerter le public sur la situation dégradée de notre administration.

62 – Pas-de-Calais



Convoqués en CTL le jeudi 17 Avril, les représentants élus de la CGT, de Solidaires, de FO, et de la CFTC ont **boycotté** cette réunion.

Après lecture d'une déclaration liminaire en intersyndicale (Solidaire, FO et CGT), l'ensemble des participants se sont rendus Place Foch, pour y retrouver la presse locale, se rassembler et organiser un barbecue géant.

Entre 150 à 180 collègues venus des sites d'Arras, Bruay, Béthune, Hénin-Beaumont, Lens, Lillers, Boulogne étaient présents

entre 12h00 et 14h00 pour montrer leur mécontentement et leur colère contre le pacte de responsabilité, contre la recherche de nouvelles économie budgétaires, contre la démarche stratégique à la DGFIP.

Ils réclament :

- l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois ;
- la préservation d'un vrai service public au services des usagers et des élus ;
- la fin de la dégradation de leurs conditions de travail ;
- la fin du gel du point d'indice ;
- la suppression de la démarche stratégique à la DGFIP.

Dans son compte-rendu, la section CGT conclut qu'à défaut d'être entendus par notre ministre et notre direction locale, les agents du Pas de Calais, **mettront en œuvre d'autres actions pendant la campagne des déclarations d'impôt sur les revenus.**

Cette mobilisation a été relayée par *La Voix du Nord*.

83 – Var

Le mercredi 16 avril 2014, les agents des 4 SIP de Toulon et de l'accueil commun ont **bloqué l'ouverture au public et occupé l'accueil avec leurs organisations syndicales CGT, SOLIDAIRES et FO.**

Après un premier échange avec 2 Directeurs dépêchés sur place, les agents ont demandé à ce que le DDFIP vienne en personne les rencontrer.

Après un **envahissement** de CHSCT en décembre 2013, un **envahissement** du groupe de travail CDAS et le **blocage et l'occupation de l'accueil toute la matinée du 3 avril**, la colère était forte et le DDFIP n'a eu d'autre choix que de venir rencontrer ses agents.

Après une heure de discussion, le DDFIP a répondu favorablement à la demande formulée par les représentants du personnel. Les agents ont donc libéré les lieux et l'accueil a ouvert aux alentours de 10H30.



Ce qui a été obtenu :

- Un renfort immédiat et permanent d'un agent à l'accueil jusqu'à la création d'un emploi qui sera effective en septembre 2015 ;
- Un cadre A sera à temps plein pour l'accueil, déchargé de ses tâches de gestion ;
- Un cadre A+ sera dédié plus spécialement à l'accueil ;
- Un aménagement des horaires d'ouverture les jours de fortes affluences.

L'action paye car il s'agit d'avancées importantes, pour autant le sujet est loin d'être clos et la question de la prime d'accueil et du recensement par la DGFIP des agents devant la percevoir pour 2013 a provoqué un tollé général dans les services.

75 – Paris

Un **tract départemental d'appel à la grève** du 15 mai a été cosigné par les sections CGT, Solidaires et FO. Un **plan de diffusion intersyndical** a été programmé.

973 – Guyane

Les sections CGT, Solidaires et FO ont déposé une **préavis de grève à partir du 5 mai 2014** et ont demandé l'ouverture immédiate de négociations pour :

- la création d'emplois de titulaires ;
- l'arrêt immédiat des suppressions de postes ;
- la mise en adéquation des charges de travail et des moyens des services dans le respect de toutes les missions de service public de la DGFIP ;
- l'amélioration des conditions de travail.

Le Directeur a répondu que la Guyane est en état de sur-effectif de 3 agents !

Il propose :

- De lever le préavis de grève reconductible sans donner de réponse valable aux revendications ;
- De mettre en place des réunions de travail pour se mettre d'accord sur les spécificités

guyanaïses alors que depuis des années, les syndicats travaillent sur ce sujet et ont déjà formulé des propositions chiffrées qui ont été balayées par la Direction (cahier revendicatif, interventions en CTL, interventions auprès des députés et sénateurs...)

- D'attendre les mouvements de mutation à venir et si tous les postes ne sont pas pourvus, d'avoir recours à un recrutement local d'agents C sans concours.

Dans leur tract unitaire d'**appel à la grève reconductible**, les sections CGT, Solidaires et FO répondent que le recrutement hors concours engendrera des dérives (clientélisme), des difficultés d'application et surtout qu'il casse le statut des agents de la Fonction Publique.

Centres Impôts Service (CIS)

Le 23 avril, à l'appel de la section CGT Finances Publiques des Centres Impôts Service, **29% des collègues du CIS de Rouen étaient en grève** à l'occasion de la venue du chef de la mission Stratégie Relations aux Publics. Ce dernier s'était déplacé pour présenter les contours de « l'expérimentation » du Centre Départemental de Contact (CDC).

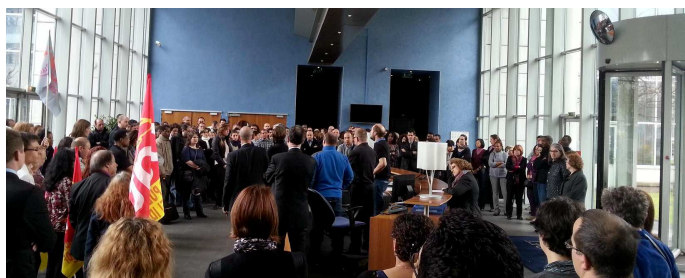
Les collègues s'étaient vu opposer une fin de non recevoir sur les revendications suivantes :

- garantie de maintien de leur régime indemnitaire ;
- maintien des horaires élargis ;
- application et élargissement de l'assouplissement horaire ;
- absence de contraintes supplémentaires sur les prises de congés ;
- maintien du plan de formation actuel ;
- pas d'augmentation de la charge de travail des agents de catégorie A.

En conséquence, **la section CGT Finances Publiques revendique qu'il soit mis un terme au projet d'expérimentation de CDC au sein de la Direction Impôts Service.**



DIRCOFI IDF Est et DIRCOFI IDF Ouest



Lors de l'HMI du 18 mars, les agents réunis avaient décidé l'organisation d'un **sit-in dans le hall de la DIRCOFI** le mardi 25 mars à 10H. **300 agents se sont mobilisés** pour faire entendre leurs revendications avant la réunion du GT harmonisation indemnitaire.

Depuis, les sections CGT, Solidaires et CFDT ont initié une **pétition unitaire** sur le régime indemnitaire intitulée « **Harmonisation du régime indemnitaire : Aucun agent ne doit perdre un centime !** », qui se conclut par la phrase suivante : « *Dans ces conditions, sachez que si aucune inflexion de votre position n'était constatée à l'issue de la réunion prévue le 24 avril prochain, des actions impactant directement l'organisation et la bonne marche du service seraient mises en œuvres.* »

DIRCOFI Nord

La quasi-totalité des agents de la DIRCOFI NORD tous sites et tous grades confondus ont signé la pétition intersyndicale visant à manifester leur attachement à leur rémunération et à leur exigence d'une harmonisation indemnitaire par le haut. Ces pétitions ont été remises au directeur lors du Comité Technique local du 15 avril.

DIRCOFI Rhône-Alpes Bourgogne

Le CTL de la DIRCOFI du 24 avril 2014 a été **boycotté** par les représentants CGT et Solidaires. **Une trentaine d'agents des services de la DIRCOFI s'était invitée** en signe de mécontentement face au sort qui leur est réservé en matière d'harmonisation des régimes indemnitaires et face à une dégradation générale de leurs conditions de vie et de travail : blocage du point d'indice, suppressions d'emplois et dégradation de leur mission. Les personnels des services de direction étaient particulièrement bien représentés.

Dans sa déclaration, la section CGT a rappelé les exigences portées par le mouvement de grève du 20 mars :

- Harmonisation des régimes indemnitaires par le haut avec une ACF de 2000 euros pour les personnels de Direction
- Compensation exacte des IFDD et de l'IST avec la prise en compte de toutes les situations particulières liées à l'exercice des missions.

Sur un plan plus large, elle a exigé :

- Une transparence totale de tous les régimes indemnitaires, présentés de façon lisible ;
- La revalorisation des régimes indemnitaires et la prise en compte de toutes les spécificités et sujétions particulières, liées aux fonctions exercées ;
- La non modulation généralisée dans les modes de calcul et d'attribution du régime indemnitaire.

En l'absence de réponse satisfaisante, les sections syndicales ont invité les collègues à l'action et à la grève le 15 mai.